



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



COMMERCE INTRA-AFRICAIN



Lomé accueille Biashara Afrika 2026 P.2

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Afreximbank annonce une nouvelle formation dédiée à la ZLECAf P.6



AFRIQUE DE L'OUEST

Les régulateurs réunis à Lomé pour accélérer la transformation digitale Page 3

La capitale togolaise s'impose une nouvelle fois comme un hub régional. Ce mercredi 22 avril 2026, l'hôtel 2 Février de Lomé a ouvert ses portes à la 23^e Assemblée générale annuelle de l'Association des régulateurs des télécommunications

de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO). Une rencontre stratégique qui réunit 16 pays, dont 12 membres de la CE-DEAO, trois États de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la Mauritanie. L'examen des comptes, l'adoption des budgets et surtout la présentation du plan stratégique 2026-2030,

sont au cœur des travaux de cette rencontre. Selon le Secrétaire exécutif de l'ARTAO, Aliyu Yusuf Aboki, ce document marque une étape décisive. Il élargit le champ d'action de l'institution au-delà des télécommunications classiques pour intégrer l'ensemble de l'écosystème numérique...



CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

ECO & FINANCE, premier quotidien certifié par JTI au Togo

Renforcement des capacités

Afreximbank annonce une nouvelle formation dédiée à la ZLECAf

Les entreprises africaines auront une occasion unique d'apprendre à tirer pleinement parti des avantages de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) lors de la troisième édition du programme de formation sur la ZLECAf, qui se tiendra au Caire, en Égypte, du 16 au 18 juin 2026.

Bernard AFAWOUBO

Conçu et piloté par la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), en collaboration avec l'Université Américaine du Caire (AUC) et le Secrétariat de la ZLECAf, ce programme vise à doter les participants des compétences, des connaissances et de l'expertise pratique nécessaires pour s'orienter et réussir dans le paysage commercial intra-africain en pleine évolution.

La faible compréhension de ses dispositions techniques et de ses applications pratiques continue d'empêcher de tirer pleinement parti de la ZLECAf, en dépit de son potentiel important pour stimuler le développement économique en Afrique. Ce programme est conçu pour fournir aux entreprises des connaissances pratiques et exploitables sur l'identification et la capitalisation des opportunités commerciales, la gestion des opérations d'exportation et d'importation, ainsi que la maîtrise du financement du commerce, les chaînes d'approvisionnement et l'environnement commercial international au sens large. Il permettra également de comprendre clairement comment le cadre de la ZLECAf répond aux contraintes de capacité et élargit l'accès aux marchés pour les producteurs de biens et services à travers le

continent.

En traduisant les dispositions juridiques et conventionnelles de la ZLECAf en stratégies concrètes pour les entreprises, ce programme apporte des éclaircissements sur les exigences réglementaires, opérationnelles et commerciales dont les entreprises ont besoin pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par le marché de la ZLECAf, en pleine expansion.

En tant que partenaire stratégique clé de l'Union Africaine dans la mise en œuvre de la ZLECAf, Afreximbank a mené de nombreuses initiatives visant à promouvoir le commerce et les investissements tant intra-africains qu'extra-africains, les formations jouant un rôle essentiel dans le renforcement des capacités.

S'exprimant au sujet de ce programme, le Dr Yemi Kale, Économiste en Chef du Groupe et Directeur Général de la Recherche pour Afreximbank, l'a décrit comme « une plateforme stratégique visant à promouvoir l'adoption de la ZLECAf et à en approfondir la compréhension parmi les principales parties prenantes, en particulier les entreprises au sein de l'écosystème global du secteur privé ». Il a ajouté que cette initiative « renforce l'engagement de la Banque à doter les entreprises des connaissances et des capacités nécessaires



pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par l'accord ».

Dr Kale a ajouté : « Je suis convaincu que les participants à cette formation repartiront avec une compréhension globale de la ZLECAf, de sa genèse et de ses dimensions, ce qui leur permettra d'évaluer les résultats des négociations en cours et d'analyser les défis et les opportunités qui sous-tendent ces négociations ainsi que l'accord dans son ensemble. Ils seront également en mesure d'explorer les perspectives offertes par la ZLECAf et de tirer parti de cet accord tout en soutenant ses objectifs, dans l'intérêt de leurs entreprises et du continent. »

Mohamed Ali, Directeur du Commerce des Marchandises et de la Concurrence au Secrétariat de la ZLECAf, a déclaré : « Ce programme constitue une étape cruciale pour libérer tout le potentiel du commerce intra-africain grâce à un renforcement ciblé des capacités et à des partenariats stratégiques. Notre collaboration avec Afreximbank renforce notre engagement commun à doter les entreprises africaines des connaissances pratiques, des outils et du soutien ins-

titutionnel nécessaires pour tirer pleinement parti de l'accord. »

Commentant le programme, M. Stephen Tio Kauma, Directeur Général des Ressources Humaines pour Afreximbank, a déclaré : « Dispensé par l'intermédiaire de l'Afreximbank Academy (AFACAD), ce programme reflète notre engagement à doter les entreprises africaines des compétences pratiques nécessaires pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAf. L'AFACAD continue de jouer un rôle de premier plan en tant que centre de connaissances commerciales, permettant aux participants d'être compétitifs et de prospérer sur le marché unique africain. Grâce à nos partenariats solides et à notre approche pédagogique innovante, nous donnons aux entreprises de toute l'Afrique les moyens de se développer, d'innover et de jouer un rôle de premier plan dans la transformation économique du continent ». La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Depuis 30 ans, Afreximbank déploie

des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui facilitent la transformation de la structure du commerce africain et accélèrent l'industrialisation et le commerce intrarégional, soutenant ainsi l'expansion économique en Afrique. Fervent défenseur de l'Accord sur la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), Afreximbank a lancé les le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par

l'Union africaine (UA) comme la plateforme de paiement et de règlement devant appuyer la mise en œuvre de la ZLECAf. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et l'UA, la Banque a mis en place un Fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars US pour aider les pays à participer de manière effective à la ZLECAf. À la fin de décembre 2025, le total des actifs et des garanties de la Banque s'élevait à environ 48,5 milliards de dollars US et les fonds de ses actionnaires s'établissaient à 8,4 milliards de dollars US. Afreximbank est notée AAA par China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd (CCXI), A par GCR, A- par Japan Credit Rating Agency (JCR) et Baa2 par Moody's. – Au fil des ans, Afreximbank est devenue un groupe constitué de la Banque, de sa filiale de financement à impact appelée Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), et de sa filiale de gestion d'assurance, Afrexinsure, (les trois entités forment « le Groupe »). La Banque a son siège social au Caire, en Égypte.

ECO & FINANCES

Qualité Économique du Togo: REC N°0002/11/12/15/99AG/0643/01/06/2822/HAAC
Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecofinances.infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Afrique de l'Ouest

Les régulateurs réunis à Lomé pour accélérer la transformation digitale

La capitale togolaise s'impose une nouvelle fois comme un hub régional. Ce mercredi 22 avril 2026, l'hôtel 2 Février de Lomé a ouvert ses portes à la 23^e Assemblée générale annuelle de l'Association des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO). Une rencontre stratégique qui réunit 16 pays, dont 12 membres de la CEDEAO, trois États de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la Mauritanie.

Patience SALLAH

L'examen des comptes, l'adoption des budgets et surtout la présentation du plan stratégique 2026-2030, sont au cœur des travaux de cette rencontre. Selon le Secrétaire exécutif de l'ARTAO, Aliyu Yusuf Aboki, ce document marque une étape décisive. Il élargit le champ d'action de l'institution au-delà des télécommunications classiques pour intégrer l'ensemble de l'écosystème numérique et les technologies émergentes. Les priorités incluent l'harmonisation des cadres régle-



mentaires, l'amélioration de la qualité de service, l'expansion de la connectivité régionale, le développement de la 5G et gestion du spectre, la résilience des infrastructures numériques, l'inclusion

numérique et accès équitable, et la cybersécurité et confiance numérique.

Qualité de service et accessibilité au centre des débats

Le président de l'ARCEP Togo et vice-président de l'ARTAO, Michel Galley, a insisté sur la nécessité d'harmoniser les indicateurs de performance afin de garantir un niveau de service homogène dans toute la sous-région. L'ac-

Pour le président de l'ARTAO, Dr Herri Mané, la coopération entre régulateurs est désormais une nécessité stratégique. Dans un environnement numérique en constante mutation, l'organisation entend consolider son rôle de plateforme régionale de coordination et d'harmonisation des politiques publiques.

Vers une Afrique de l'Ouest numérique et compétitive

Les participants ont unanimement reconnu le potentiel de l'Afrique de l'Ouest pour devenir un espace numérique intégré et compétitif. La rencontre de Lomé marque une étape importante vers une régulation plus moderne et efficace. Avec son plan stratégique 2026-2030, l'ARTAO ambitionne de devenir un acteur central de la transformation digitale régionale, au service de l'innovation, de la connectivité et du développement économique.

cessibilité des services, en termes de couverture et de coût, reste également une priorité pour assurer une connectivité inclusive.

OIT

Les risques psychosociaux au travail causent plus de 840 000 décès par an et amputent 1,37 % du PIB mondial

Le coût du mal-être au travail n'est plus seulement social. Il devient un risque macroéconomique mondial.

Dans un rapport particulièrement alarmant publié ce 22 avril à Genève, l'Organisation internationale du travail (OIT) chiffre à plus de 840 000 le nombre de décès annuels liés aux risques psychosociaux au travail, un phénomène désormais amplifié par la transformation rapide des modes d'organisation professionnelle. Longues heures de travail, précarité de l'emploi, surcharge de tâches, harcèlement, violences au travail ou encore pression excessive : ces facteurs détériorent la santé mentale et physique des salariés à une échelle mondiale, tout en pesant lourdement sur la croissance économique. Plus frappant encore, l'institution estime que ces dysfonctionnements organisationnels provoquent chaque année près de 45 millions

d'années de vie en bonne santé perdues, un indicateur connu sous le nom de DALYs (années de vie ajustées sur l'incapacité), qui mesure les années perdues en raison de maladies, de handicaps ou de décès prématurés. L'impact économique est tout aussi significatif : 1,37% du produit intérieur brut mondial disparaît chaque année sous l'effet des pertes de productivité générées par ces troubles. En clair, derrière ce sujet longtemps perçu comme relevant uniquement des ressources humaines ou de la médecine du travail se cache désormais un véritable enjeu de compétitivité mondiale. L'un des défis les plus importants du monde du travail contemporain Dans son rapport intitulé "Le milieu de travail sur le plan psychosocial : Evo-

lutions et pistes d'action mondiale", l'OIT dresse un constat sévère sur la manière dont les entreprises conçoivent et pilotent l'activité professionnelle. L'organisation alerte sur des modèles de management qui peuvent devenir toxiques lorsqu'ils combinent plusieurs facteurs de stress. "Les risques psychosociaux deviennent l'un des défis les plus importants pour la sécurité et la santé au travail dans le monde du travail contemporain", avertit Manal Azzi, responsable de l'équipe des politiques et systèmes de santé et sécurité au travail à l'OIT. Quand l'organisation du travail devient un facteur de risque Le rapport identifie trois grands niveaux de vulnérabilité. Le premier concerne la nature même du travail : volume de tâches, responsabilités excessives, inadéquation entre compétences et missions confiées. Le deuxième touche directement au manage-

ment quotidien : manque d'autonomie, absence de soutien hiérarchique, flou dans les responsabilités ou rythmes de travail excessifs. Le troisième renvoie aux politiques structurelles de l'entreprise : surveillance numérique, systèmes de rémunération, organisation du temps de travail, gestion des restructurations ou dispositifs de prévention du harcèlement. Pris séparément, ces éléments peuvent déjà fragiliser les salariés. Combinés, ils créent un environnement professionnel susceptible de provoquer des pathologies lourdes. Les principales conséquences identifiées par l'OIT concernent les maladies cardiovasculaires, les accidents vasculaires cérébraux, la dépression, l'anxiété, les troubles du sommeil, les troubles musculosquelettiques, et les maladies métaboliques. Le rapport souligne également que certains risques psychosociaux

peuvent être associés à des troubles mentaux graves. Intelligence artificielle, télétravail : les nouveaux accélérateurs de stress L'un des enseignements majeurs du document réside dans l'évolution rapide du travail sous l'effet de la technologie. L'essor de l'intelligence artificielle, la numérisation accélérée des entreprises, le télétravail massif et les nouvelles formes d'emploi redessinent profondément l'environnement professionnel. Si ces transformations promettent davantage de flexibilité et de gains d'efficacité, elles peuvent aussi intensifier la pression sur les travailleurs lorsque leur déploiement n'est pas encadré. Surveillance algorithmique, hyperconnexion permanente, dilution des frontières entre vie privée et vie professionnelle ; autant de nouveaux risques qui émergent dans l'économie numérique.

Commerce intra-africain

Lomé accueille Biashara Afrika 2026

Du 18 au 20 mai 2026, la capitale togolaise, Lomé, deviendra l'épicentre des échanges économiques africains avec la tenue de la troisième édition du Forum Biashara Afrika, consacré à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Bernard AFAWOUBO

L'annonce a été faite le 22 avril par le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, lors d'une conférence de presse. Reporté auparavant, l'événement revient avec des ambitions renforcées et réunira plus de 1 500 participants venus de divers pays africains.

Organisé conjointement par les autorités togolaises et le secrétariat exécutif de la ZLECAf, le forum se positionne comme une plateforme clé pour accélérer l'intégration économique du continent. Pendant trois jours, décideurs publics, institutions

financières et acteurs privés échangeront sur les leviers concrets du commerce intra-africain.

Plusieurs activités sont au menu de cette rencontre notamment des conférences de haut niveau, des panels thématiques, des rencontres B2B et sessions de réseautage, un gala baptisé « Nuit du Biashara Afrika », des expositions au sein d'un pavillon international et du Village Togo, vitrine des potentialités économiques nationales.

Stimuler les échanges et les investissements:

Au-delà de l'événement,



Biashara Afrika vise à créer des chaînes de valeur régionales, faciliter les échanges commerciaux, encourager les investissements, et offrir aux PME et PMI une plateforme pour nouer des partenariats continentaux.

Dans un contexte où le commerce intra-africain représente seulement 15 % des échanges totaux, le forum apparaît comme un instrument concret de mise en œuvre du marché commun africain. Il encourage la transformation locale des

ressources et le développement industriel, piliers de la souveraineté économique.

« Cette édition s'inscrit dans l'ambition du Togo de se positionner comme un hub logistique et commercial de référence en Afrique de l'Ouest », a souligné le ministre Patoki.

Le forum se tiendra au Palais des Congrès de Lomé autour du thème : « Accélérer la transformation économique de l'Afrique grâce à la ZLECAf ».

Entrée en vigueur en 2021, la

ZLECAf regroupe 54 pays africains et vise à créer un marché unique de 1,4 milliard de consommateurs, avec un PIB cumulé estimé à 3 500 milliards de dollars.

En accueillant cette rencontre, le Togo entend renforcer son attractivité, stimuler les investissements, soutenir l'industrialisation et promouvoir ses exportations vers les marchés africains, en cohérence avec sa stratégie de transformation économique et d'intégration régionale.

Togo

32,2 milliards CFA pour renforcer la sécurité nationale

(TOGODAILYNEWS) - Face aux défis sécuritaires persistants dans la région, le Togo affiche une détermination claire. L'État a choisi d'augmenter les ressources allouées à la sécurité, consolidant ainsi sa capacité à protéger les populations et à préserver un climat propice au développement.

Selon le Budget citoyen 2026, les crédits consacrés à la sécurité sont passés de 30,2 milliards à 32,2 milliards de francs CFA entre 2025 et 2026. Cette hausse traduit une volonté politique d'adapter les moyens aux enjeux contemporains et de renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité.

Dans un contexte marqué par la montée des menaces transfrontalières et les défis liés à la criminalité, l'État investit dans l'amélioration des équipements, le renforcement des effectifs, la formation continue des agents, le déploiement de dispositifs de surveillance plus performants.

Sécurité et développement, un tandem indissociable

La stabilité sécuritaire constitue une condition essentielle du développement économique et social. Grâce à un environnement apaisé, le Togo attire des investissements croissants. Les IDE ont bondi de 85 % en 2020, et la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) a mobilisé 107 milliards de francs CFA de projets au troisième trimestre 2022.

Dans les zones les plus exposées, notamment au nord, le Programme d'urgence (PURS) bénéficie d'un nouveau plan



de réponse 2026-2027, doté de 18 milliards de francs CFA, pour protéger les populations et soutenir les infrastructures.

Une approche durable et préventive

Au-delà de la réponse immédiate, l'augmentation budgétaire

s'inscrit dans une logique de prévention : anticiper les risques, améliorer la réactivité et limiter les impacts des crises. Elle accompagne également les initiatives de coopération régionale et internationale, positionnant le Togo comme un acteur engagé dans la préservation de la

paix.

Le Togo connaît les enjeux et choisit d'y faire face avec pragmatisme. En renforçant ses moyens sécuritaires, il protège ses citoyens, soutient son développement et affirme sa place comme partenaire fiable dans la stabilité régionale.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 22 avril 2026

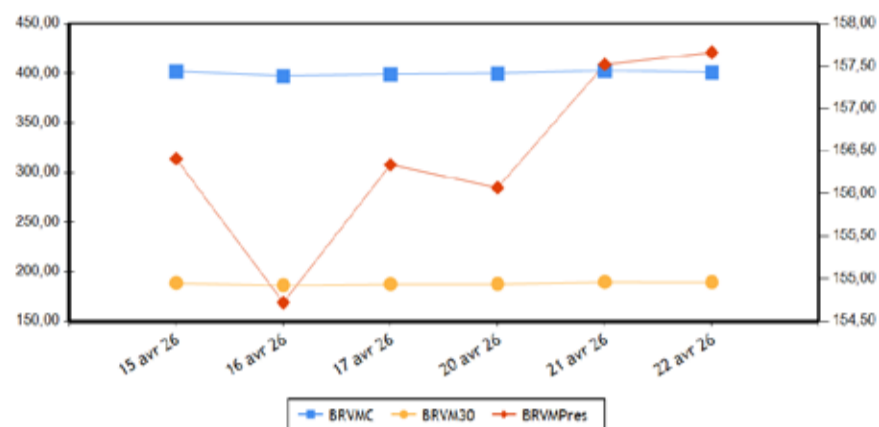
N° 76

BRVM COMPOSITE	400,91
Variation Jour	-0,40 %
Variation annuelle	15,95 %

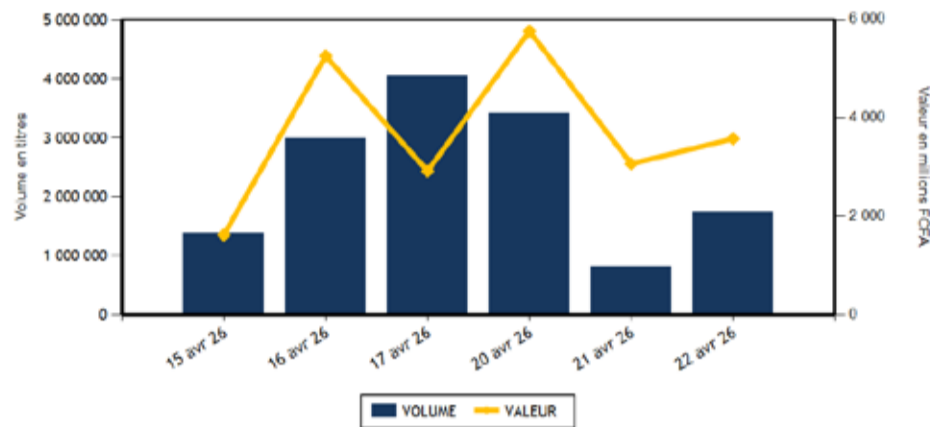
BRVM 30	189,28
Variation Jour	-0,08 %
Variation annuelle	13,86 %

BRVM PRESTIGE	157,66
Variation Jour	0,09 %
Variation annuelle	9,30 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 457 260 925 550	-0,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 592 916	139,14 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 055 706 436	24,18 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	0,00 %
Nombre de titres en baisse	20	11,11 %
Nombre de titres inchangés	6	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 906 883 844 511	0,00 %
Volume échangé	155 631	5,73 %
Valeur transigée (FCFA)	1 524 677 400	7,92 %
Nombre de titres transigés	6	0,00 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	2 990	4,91 %	125,66 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 500	4,17 %	34,10 %
BERNABE CI (BNBC)	1 630	4,15 %	15,60 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 950	4,00 %	39,29 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 420	3,53 %	44,53 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 665	-7,50 %	137,86 %
SAFCA CI (SAFC)	5 750	-7,26 %	73,98 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	15 680	-6,92 %	45,45 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 005	-6,09 %	20,20 %
SICABLE CI (CABC)	3 350	-4,69 %	41,95 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	157,66	0,09 %	9,30 %	50 705	879 115 665	11,47
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	277,19	-1,12 %	27,36 %	1 542 211	1 176 590 771	17,93

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	154,55	-0,29 %	16,08 %	1 592 916	2 055 706 436	13,87

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,97	0,29 %	7,45 %	17 325	429 214 950	9,90
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	192,16	1,06 %	11,06 %	13 092	28 690 745	70,15
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	175,85	-0,81 %	20,56 %	1 494 441	1 379 499 291	12,26
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	262,09	-0,70 %	21,29 %	17 410	96 344 225	13,48
BRVM - INDUSTRIELS	6	190,94	-0,85 %	44,29 %	28 309	65 304 980	15,66
BRVM - ENERGIE	4	134,48	-2,90 %	21,25 %	18 025	42 818 085	17,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	137,98	0,74 %	30,29 %	4 314	13 834 160	17,09

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,87
Taux de rendement moyen du marché	6,58
Taux de rentabilité moyen du marché	7,26
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	191
Volume moyen annuel par séance	2 029 840,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 201 454 456,00

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	58,95
Ratio moyen de satisfaction	46,94
Ratio moyen de tendance	79,62
Ratio moyen de couverture	125,59
Taux de rotation moyen du marché	0,15
Prime de risque du marché	1,46
Nombre de SGI participantes	36

Afrique

Quelles sont les conséquences de la guerre au Moyen-Orient sur la croissance des pays africains ? Le Fonds monétaire international évoque un choc extérieur d'une ampleur inédite depuis la pandémie de Covid-19

L'Afrique subsaharienne abordait 2026 avec sa croissance la plus rapide en une décennie et une inflation enfin maîtrisée. Puis la guerre a éclaté au Moyen-Orient. La région affronte désormais un choc capable d'effacer deux ans de réformes douloureuses, au pire moment possible.

La stabilisation économique de l'Afrique subsaharienne — fruit de réformes monétaires brutales, de suppressions de subventions aux carburants et de plusieurs années de rigueur budgétaire — se heurte depuis le 28 février 2026 à la guerre ayant éclaté au Moyen-Orient et entraîné une hausse des prix du pétrole, des engrais et du fret maritime.

Dans ses « Perspectives économiques régionales » d'avril 2026, le Fonds monétaire international (FMI) évoque un choc extérieur d'une ampleur inédite depuis la pandémie de Covid-19. L'institution table désormais sur une croissance de 4,3 % en 2026, soit une révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à ses prévisions d'avant-guerre. La Banque mondiale a fixé sa propre estimation 2026 à 4,1 %, révisée en baisse depuis les 4,4 % projetés en octobre 2025, selon son rapport « Africa Economic Update », publié le 8 avril.

Ces chiffres paraissent modestes pris isolément. Leur portée réelle tient à ce qu'ils viennent interrompre. En 2025, la région avait progressé à 4,5 % — son rythme le plus rapide depuis 2014 — selon les données du FMI. L'inflation médiane était tombée de 4,8 % fin 2024 à 3,4 % fin 2025, portée par le recul des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie, la stabilisation des monnaies et une politique monétaire disciplinée. Le Nigeria avait supprimé ses subventions aux carburants, l'Éthiopie et le Ghana avaient restructuré leur dette souveraine, et la Zambie avait conclu un accord avec ses créanciers après des années de blocage. Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et l'Ouganda figuraient parmi les éco-

nomies les plus dynamiques au monde, selon le FMI dans son rapport d'avril. Pour la première fois depuis des années, la réforme macroéconomique semblait produire des résultats mesurables.

« Les pays disposent en réalité de très peu de marge pour faire face à cette crise, parce qu'ils n'ont tout simplement pas beaucoup d'espace budgétaire », a déclaré Andrew Dabalen, économiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale, lors d'un point presse le 8 avril.

La guerre est arrivée précisément au moment où cet espace budgétaire était épuisé. Le service de la dette des gouvernements d'Afrique subsaharienne a doublé, passant de 9 % des recettes publiques en 2017 à environ 18 % en 2025, selon les données de la Banque mondiale. Les remboursements en principal de la dette extérieure ont bondi de 37 milliards de dollars en 2024 à 59,2 milliards en 2025, indique le FMI, sous l'effet conjugué de l'arrivée à maturité de prêts commerciaux et de remboursements obligataires. Environ la moitié des pays de la région étaient déjà classés à haut risque de surendettement ou en détresse avérée fin 2025, précise le FMI, avec 22 des 25 pays les plus exposés dans la catégorie des pays à faible revenu. Pour ces gouvernements, absorber un nouveau choc sur les matières premières par des dépenses d'urgence n'est pas une option de politique économique — c'est une impossibilité budgétaire.

Choc asymétrique L'impact de la guerre n'est pas uniforme. Les exportateurs de pétrole — Nigeria, Angola, Gabon, Congo — devraient bénéficier de recettes pétrolières

accrues, du moins à court terme. Les importateurs nets de pétrole, qui représentent la majorité des économies de la région et ses populations les plus pauvres, font face à une dégradation de leurs balances commerciales, à des factures d'importation énergétique alourdies, à une hausse des coûts des engrais, et à la répercussion inflationniste qui s'ensuit. L'inflation médiane de la région est projetée en hausse de 3,4 % fin 2025 à 5,0 % fin 2026, selon le FMI.

La Banque mondiale a fixé son estimation de l'inflation pour 2026 à 4,8 %. Dans un scénario sévère — conflit prolongé et épisode de fuite vers la qualité sur les marchés financiers — la production régionale pourrait reculer de 0,6 % par rapport à la trajectoire d'avant-guerre, les importateurs de pétrole subissant une contraction de 1,5 point de pourcentage de leur production réelle en 2026 seulement, selon les simulations de stress du FMI.

La transmission dépasse le seul canal des prix du carburant. Les pays du Golfe, qui avaient engagé plus de 100 milliards de dollars d'investissements directs étrangers en création nette en Afrique subsaharienne pour les seules années 2022 et 2023, selon la Banque mondiale, réévaluent leurs priorités. Les fonds souverains de la région étaient devenus parmi les investisseurs les plus actifs dans les secteurs africains de l'énergie, des ports et des infrastructures numériques.

Cet élan est désormais incertain. Les transferts de fonds des migrants — ressource vitale pour des pays comme les Comores, la Gambie, le Lesotho et le Liberia — subissent une pression à la baisse, à mesure que la demande de main-d'œuvre se contracte dans le bâtiment et l'hôtellerie au Moyen-Orient. Le FMI a estimé qu'une hausse de 20 % des prix alimentaires internationaux pourrait faire basculer plus de 20 millions de personnes supplémentaires en Afrique subsaharienne dans une insécurité ali-



mentaire modérée ou grave.

La réponse des gouvernements a été inégale et, dans certains cas, contre-productive. Le Kenya et la Namibie ont mobilisé leurs fonds de stabilisation des carburants pour amortir les prix à la pompe ; l'Éthiopie a introduit des subventions d'urgence aux carburants. Le Ghana, le Malawi, le Mali et la Tanzanie ont relevé leurs plafonds de prix réglementés. La Somalie et le Zimbabwe, sans aucune marge d'intervention, ont vu les prix à la pompe bondir sans filet, note la Banque mondiale. Le FMI a averti que les subventions généralisées aux carburants — politiquement commodes — sont régressives, profitent de manière disproportionnée aux consommateurs urbains aisés, et deviennent structurellement difficiles à supprimer une fois intégrées dans les anticipations budgétaires.

La résilience en question La question plus profonde est de savoir si les acquis institutionnels de 2024 et 2025 résisteront à un choc extérieur prolongé. La stabilisation du marché des changes éthiopien n'étaient pas des victoires politiques abstraites — elles ont attiré la confiance des investisseurs, réduit les coûts d'emprunt, et contribué aux relèvements de notation souveraine obtenus par le Ghana, l'Afrique du Sud et la Zambie en 2025. Ces relèvements sont désormais sous surveillance. Les spreads souverains ont augmenté dans toute la région, en particulier chez les

importateurs de carburant, selon les données de marché du FMI arrêtées à fin mars 2026.

Le FMI dispose de programmes actifs dans 27 des 45 pays de la région et a indiqué être prêt à soutenir les gouvernements confrontés à des pressions aiguës sur leurs balances des paiements, liées au conflit. La Banque mondiale a signalé pouvoir mobiliser jusqu'à 25 milliards de dollars via ses instruments de réponse aux crises à court terme, et jusqu'à 70 milliards en six mois si la situation se détériore, selon des informations rapportées des rencontres de printemps actuellement en cours aux États-Unis, qui se poursuivent jusqu'au 17 avril.

Mais des économistes de l'Atlantic Council, groupe de réflexion basé à Washington, ont mis en garde contre de nouveaux prêts sans feuille de route crédible de réduction de la dette, au risque d'approfondir le cycle plutôt que de le briser.

Le prochain signal déterminant viendra des banques centrales. Le FMI a exhorté les décideurs à résister à tout assouplissement monétaire prématuré — même dans les pays où l'inflation avait reculé — compte tenu du risque que la dépréciation des monnaies et la répercussion des cours des matières premières ne rallument pas les pressions sur les prix. Pour une région qui a passé deux ans à reconstruire sa crédibilité monétaire, cet examen pourrait s'avérer aussi décisif que l'épreuve budgétaire.

La région Maritime du Togo

Un pôle stratégique aux richesses multiples

Située à l'extrême sud du Togo, la région Maritime s'impose comme l'une des zones les plus dynamiques et stratégiques du pays. Si Lomé concentre une grande partie des activités administratives et économiques, les autres localités n'en demeurent pas moins riches en potentialités.

Par **BODJONA Bassanta Gabriel**

Des préfectures telles que Zio, Vo, Yoto, Lacs, Bas-Mono, Avé et Agoè-Nyivé disposent de ressources variées, naturelles, agricoles, industrielles, touristiques et culturelles, capables de jouer un rôle majeur dans le développement national.

Une agriculture florissante au cœur de la région

En dehors de Lomé, la région Maritime bénéficie de vastes terres fertiles propices à l'agriculture. Grâce à un climat tropical humide et à des sols riches, elle se prête aussi bien aux cultures vivrières qu'aux cultures commerciales. Le maïs, le manioc, le niébé, l'arachide, le riz ainsi que de nombreux légumes maraîchers (tomate, piment, laitue, gombo, oignon) y sont largement cultivés. Les zones de Yoto, Vo et Zio se distinguent particulièrement par leur production agricole, notamment en maraîchage et en cultures de contre-saison. La présence de cours d'eau et de zones humides favorise l'irrigation, permettant une production agricole continue tout au long de l'année. Cette situation offre des perspectives importantes pour le développement de l'agro-industrie et de la transformation locale. Par ailleurs, l'élevage (vovailles, petits ruminants,

porcs) constitue une activité complémentaire essentielle, contribuant à la sécurité alimentaire et à la diversification des revenus.

Pêche et aquaculture : un potentiel encore sous-exploité

La région Maritime dispose d'un réseau hydrographique dense composé de lagunes, de lacs et de cours d'eau, notamment dans les zones des Lacs et du Bas-Mono. Des localités comme Aného et Agbodrafo, ainsi que les villages riverains du lac Togo, vivent principalement de la pêche artisanale. Poissons, crevettes et autres produits aquatiques alimentent les marchés locaux et régionaux. Le développement de l'aquaculture moderne représente une opportunité majeure. L'installation d'étangs piscicoles et la production de poissons d'élevage pourraient réduire les importations et générer de nombreux emplois, notamment pour les jeunes.

Un potentiel industriel solide et diversifié

La région Maritime constitue l'un des principaux pôles industriels du Togo, grâce à ses ressources naturelles et à ses infrastructures. Le calcaire, abondant dans la préfecture de Yoto, notamment à Tabligbo, alimente l'industrie du ciment. Cette ville abrite d'importantes unités de production de clinker et de ciment, faisant d'elle un



centre industriel clé. La région dispose également de gisements de phosphates dans les zones de Hahotoé, Kpogamé et Vo. Leur exploitation joue un rôle stratégique dans l'économie nationale, notamment dans la fabrication d'engrais et les exportations. En parallèle, le développement des industries agroalimentaires représente une opportunité majeure. La transformation du maïs, du manioc, du soja, de l'ananas ou encore de la canne à sucre permettrait de valoriser la production locale et de réduire les pertes post-récolte. La région abrite également

Un potentiel touristique remarquable

En dehors de Lomé, la région Maritime possède un potentiel touristique remarquable encore peu exploité. Aného, ancienne capitale du Togo, séduit par son patrimoine historique et son architecture coloniale. Le lac Togo, les plages d'Agbodrafo et d'Aného offrent des opportunités pour le tourisme balnéaire et les activités de détente.

des sites écotouristiques comme les forêts sacrées, les aires protégées et le parc national de Togodo, favorables au développement de l'écotourisme et à la préservation de la biodiversité.

Un véritable carrefour culturel

La région Maritime est un véritable carrefour culturel. Les traditions, les rites vodou, les danses folkloriques et les fêtes coutumières y occupent une place centrale. Des localités comme Aného et Glijé sont particulièrement connues pour leurs manifestations culturelles, attirant de nombreux visiteurs. L'artisanat y est également très développé : poterie, tissage, sculpture sur bois, vannerie... Autant de savoir-faire qui méritent d'être davantage valorisés à travers des circuits touristiques et des coopératives.

Un carrefour d'échange commercial

Grâce à sa proximité avec le Ghana et le Bénin, la région Maritime bénéficie d'un

fort potentiel commercial. Les échanges transfrontaliers y sont dynamiques et les marchés locaux jouent un rôle clé dans la circulation des biens. Les axes routiers reliant Tsévié, Aného, Tabligbo et les autres localités facilitent les déplacements et le transport des marchandises, renforçant ainsi l'attractivité économique de la région.

Un levier de développement à valoriser

La région Maritime du Togo, au-delà de Lomé, regorge de richesses dans les domaines agricole, halieutique, industriel, touristique, culturel et commercial. Une meilleure valorisation de ces potentialités à travers des infrastructures adaptées, le soutien aux producteurs, la promotion du tourisme et l'encouragement de l'entrepreneuriat local pourrait transformer cette région en un véritable moteur de croissance durable pour le pays.

ÉTIQUETTE SPÉCIALE
INDÉPENDANCE

66[★] Ans

DE FIERTÉ
UNE SEULE

PILS

600*
FCFA

BOUTEILLE

65 CL



MILIMAN • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération. **Prix de vente détail conseillé



DEPUIS

1964

BONNE FÊTE DE
L'INDÉPENDANCE

MÊME PRIX!
MÊME GOUT!



BB LOMÉ S.A
www.bbblome.com

